

# *Le Pacte d'Unité de la Bolivie appelle à la mobilisation pour la justice*



La Paix, 19 mars (RHC) Le Pacte d'unité de la Bolivie a convoqué aujourd'hui des mobilisations dans les neuf villes capitales le 22 mars pour réclamer justice pour les victimes du coup d'État de 2019.

À la suite des réactions des comités civiques, des partis politiques de droite, des hauts responsables de l'Église catholique et des hommes d'affaires membres des médias à l'arrestation d'anciens membres du gouvernement de facto, l'Alliance a analysé la situation nationale et publié un communiqué.

Dans le texte, il condamne les marches de protestation en rejet de l'enquête du ministère public appelée « l'affaire du coup d'État » et dénonce que ces actes sont une confrontation pour déstabiliser la gestion

du président Luis Arce.

Le pacte rappelle que la recette de ceux qui ont perdu les élections générales du 18 octobre 2020 est déjà connue et ne permettra donc pas les affronts contre l'actuelle administration élue avec 55,10 % des voix.

Ils exigent du chef de file antigouvernemental Luis Fernando Camacho et des comités civiques putschistes de ne pas nuire au peuple par des attitudes racistes, discriminatoires, régionalistes, anti-économiques et divisionnistes.

Avec de telles méthodes, ils ont déjà fait beaucoup de dégâts et pour résister à leurs actions putschistes les syndicats, les peuples originaires, les assemblées de quartier, civiques, scolaires et universitaires utiliseront tous les moyens démocratiques, ajoute la convocation.

Les syndicats des transporteurs, des coopératives et des mineurs salariés affirment également dans le document qu'ils ne veulent pas une vengeance, mais la justice pour les 36 morts, 800 blessés et plus de mille détenus suite à la rupture de l'ordre constitutionnel.

Samedi dernier, le parquet bolivien a incarcéré l'ex-présidente de facto Jeanine Áñez puis, dimanche, un juge a prononcé quatre mois de détention préventive pour les délits de terrorisme, sédition et conspiration, qui incluent en outre ses ex-ministres Álvaro Coímbara, de la Justice et Rodrigo Guzmán, de l'Énergie.

Lundi dernier, le gouvernement a ouvert quatre procès dans le cadre de l'affaire, tandis que le Congrès a demandé un procès pour les massacres de Sacaba (Cochabamba) et de Senkata (El Alto, La Paz) en novembre 2019.

Source Prensa Latina

---

<https://www.radiohc.cu/fr/noticias/internacionales/251152-le-pacte-dunite-de-la-bolivie-appelle-a-la-mobilisation-pour-la-justice>



**Radio Habana Cuba**